Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 28 JANVIER 1875

NATURALISATION ORDINAIRE.

1° Rapport fait, au nom de la commission, par M. LEFEBVRE.

I

Demande du sieur Jacques-Joseph SAND.

MESSIEURS,

Le sieur Sand, sergent-major au 4^e régiment de ligne, né le 9 janvier 1851, à Echternach, grand-duché de Luxembourg, demande la naturalisation ordinaire et s'engage à payer le droit d'enregistrement.

Le pétitionnaire expose dans sa requête que, désireux d'embrasser la carrière des armes, son pays ne lui fournissant pas de chance d'avenir, sous ce rapport, il s'est décidé à s'engager dans l'armée belge. Il y a été admis par autorisation ministérielle, le 27 novembre 1867. Actuellement sergent-major, il a l'intention bien arrêté de se fixer définitivement en Belgique et de persévérer dans ses efforts pour parvenir à la position d'officier comptable.

Les autorités civiles et militaires donnent sur la conduite et la moralité du sieur Sand de bons et satisfaisants renseignements et le jugent digne d'obtenir la naturalisation qu'il sollicite.

En présence de ces déclarations, la commission des naturalisations a l'honneur de vous proposer d'accueillir la demande du pétitionnaire.

Le Rapporteur,
L. LEFEBVRE.

Le Président,
PETY DE THOZÉE.

2° Rapports faits, au nom de la commission, par M. GUILLERY.

II

Demande du sieur Josse-Guillaume ANDREWS.

MESSIEURS,

Le sieur Andrews, né à Laeken, le 1^{er} juillet 1837. et domicilié dans cette commune, demande la naturalisation ordinaire, en s'engageant à acquitter le droit fixé par la loi du 13 février 1844.

Le pétitionnaire, né de parents anglais, n'a cessé de résider à Laeken ou à Bruxelles; sa conduite a toujours été des plus honorables et, depuis 1866, il est attaché à la maison de S. A. R. le comte de Flandre.

Il a contracté un nouveau lien avec son pays natal en épousant une femme belge.

La commission vous propose, Messieurs, de prendre en considération la demande du sieur Andrews.

Le Rapporteur,

J. GUILLERY.

Le Président.

PETY DE THOZÉE.

III

Demande du sieur Jean FRIDERES.

MESSIEURS,

Le sieur Frideres, né à Michelau (grand-duché de Luxembourg), le 30 décembre 1845, domicilié chez M. J. Van Volxem, bourgmestre de Laeken, demande la naturalisation ordinaire.

Bien que le pétitionnaire remplisse les fonctions modestes de domestique, votre commission a pensé que sa probité constatée lui donne des titres à l'obtention de la naturalisation qu'il sollicite.

Il réside en Belgique depuis le 5 mars 1845, et les autorités consultées, tant en Belgique que dans sa ville natale, attestent qu'il n'a cessé de tenir une conduite irréprochable. Nous voyons également, par un certificat émané de M. le Président du gouvernement du grand-duché de Luxembourg, en date du 1^{er} mai 1875, qu'il a satisfait aux lois sur la milice dans son pays.

Il prend d'ailleurs l'engagement d'acquitter le droit d'enregistrement.

En conséquence, Messieurs, nous avons l'honneur de proposer à la Chambre de prendre en considération la demande du sieur Frideres.

Le Rapporteur,
J. GUILLERY.

Le Président,
PETY DE THOZÉE.

GRANDE NATURALISATION.

Rapport fait, au nom de la commission, par M. GUILLERY.

IV

Demande du sieur Michel-Auguste SCHMIT.

MESSIEURS,

Le sieur Schmit, sous-chef de station à Jemelle, sollicite la grande naturalisation.

Il est né, le 3 août 1838, à Ell, grand-duché de Luxembourg. Son père, receveur de l'enregistrement à Beltembourg, a fait, en temps opportun, la déclaration exigée, par l'art. 1^{er} et par l'art. 4 § 3 de la loi du 4 juin 1859, de la part des habitants des parties cédées du Limbourg et du Luxembourg. Cette formalité ne pouvait profiter à ses enfants mineurs, aux termes de l'art. 1^{er} de la même loi, qu'au moyen d'une nouvelle déclaration de leur part dans l'année de leur majorité. C'est pour avoir omis de satisfaire à cette prescription légale que le sieur Schmit se trouve obligé aujourd'hui de solliciter la naturalisation : la loi du 30 décembre 1855 lui en donne le droit incontestable, et lui accorde même l'exemption du droit d'enregistrement.

D'ailleurs les rapports des autorités consultées sont des plus favorables. Le pétitionnaire est un honorable fonctionnaire généralement estimé. Il n'a cessé d'habiter la Belgique ; il a satisfait aux lois sur la milice. Après avoir occupé le grade de maréchal-des-logis, il a reçu son congé pour expiration de service, le 30 juin 1866, avec le certificat de bonne conduite.

En résumé, le sieur Schmit est du nombre de ceux que nos lois ont toujours considérés comme Belges de naissance et pour qui la naturalisation n'est qu'une simple formalité. Il a de plus tous les titres à la bienveillance de la Législature par les sentiments qu'il a toujours témoignés ; ce n'est que par suite de l'ignorance des termes de la loi qu'il a négligé de remplir les formalités qu'elle impose.

Tels sont, Messieurs, les motifs qui engagent votre commission à proposer la prise en considération de cette demande.

Le Rapporteur,
J. GUILLERY.

Le Président,
PETY DE THOZÉE.